

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.875/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 7 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel des greffes et secrétariats de parquet", a donné le 3 août 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Recevabilité de la demande d'avis

Le 24 novembre 2005, la section de législation du Conseil d'État avait été saisie de deux demandes d'avis, l'une relative à un projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets", l'autre relative à un projet d'arrêté royal "portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel des greffes et secrétariats de parquet", destiné à pourvoir à l'exécution de la loi projetée.

Le 14 décembre 2005, la section de législation a donné l'avis 39.469/2, sur le projet de loi. Le même jour, elle a donné l'avis 39.470/2 dans lequel elle a conclu au caractère prématuré, et donc irrecevable, de la demande d'avis relative au projet d'arrêté royal, la loi servant de fondement juridique à celui-ci n'étant pas encore promulguée.

Le projet de loi précité est devenu entre-temps la loi du 10 juin 2006 portant réforme des carrières et de la rémunération du personnel des greffes et des secrétariats des parquets. Cette loi a été promulguée mais n'a pas encore été publiée au Moniteur belge.

Le projet d'arrêté royal à l'examen vise à exécuter certaines dispositions du Code judiciaire telles que modifiées ou insérées par la loi précitée du 10 juin 2006. Comme l'indique la circulaire de légistique formelle de novembre 2001 ⁽¹⁾,

"Lorsque le fondement légal d'un projet d'arrêté n'a pas encore été publié, mais a déjà été promulgué, la section de législation examinera le projet, pourvu que la demande soit accompagnée d'une copie du texte promulgué."

Cette dernière condition étant remplie, la demande d'avis est recevable.

2. Compétence de l'auteur de l'acte

1. L'alinéa 1^{er} du préambule mentionne, comme bases légales de l'arrêté en projet, les dispositions suivantes du Code judiciaire :

- l'article 179 : cette disposition, telle que remplacée par la loi précitée du 10 juin 2006, charge le Roi de déterminer le statut des membres du personnel des niveaux B, C et D des greffes et secrétariats de parquet;
- l'article 180 : cette disposition, telle que remplacée par la loi du 10 juin 2006, précitée, habilite le Roi à créer des grades de qualification particulière;
- les articles 279, 280 et 281 : ces dispositions, remplacées par la loi du 10 juin 2006, précitée, chargent le Roi de déterminer les modalités de sélection et de recrutement des membres du personnel visés dans ces dispositions, ainsi que le délai et le statut applicables à la nomination provisoire;
- l'article 330^{ter} : cette disposition, insérée par la loi du 10 juin 2006, précitée, confère compétence au Ministre de la Justice en matière de délégation des membres du personnel des greffes et secrétariats de parquet;

⁽¹⁾ Légistique formelle - Recommandations et formules (<http://www.raadvst-consetat.be>), p. 14, point 2.1.4. in fine.

- l'article 330^{quater} : cette disposition, insérée par la loi du 10 juin 2006, précitée, charge le Roi de régler la mutation et la mobilité des membres du personnel des greffes et secrétariats de parquet;
- l'article 370 : cette disposition, remplacée par la loi du 10 juin 2006, précitée, prévoit une allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure en faveur des membres d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet;
- l'article 380 : cette disposition, telle que modifiée par la loi du 10 juin 2006, précitée, est la disposition habilitant le Roi à fixer les traitements, notamment des membres du personnel visés à l'article 179 du Code judiciaire (personnel des greffes et secrétariats de parquet de niveaux B, C et D).

Sous réserve de l'observation formulée ci-après au sujet de l'article 1^{er}, 2°, du projet, et du caractère sommaire de l'analyse à laquelle il a pu être procédé compte tenu du bref délai disponible, toutes les dispositions de l'arrêté royal en projet paraissent effectivement trouver une base légale dans l'une ou l'autre des dispositions précitées du Code judiciaire.

Par contre, les références aux articles 330^{ter} et 370 du Code judiciaire doivent être supprimées parce qu'elles ne constituent pas la base légale de l'arrêté en projet :

- l'article 330^{ter} du Code judiciaire ne confère aucune compétence au Roi que l'arrêté en projet viserait à exécuter;
- l'article 370 du Code judiciaire, tel que remplacé par la loi du 10 juin 2006, vise l'octroi d'une allocation pour fonction supérieure aux membres ⁽²⁾ d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet appelés à remplir une fonction supérieure; les articles 81 et 82 de l'arrêté en projet visent à exécuter, non cet article 370 du Code judiciaire, mais l'article 330^{ter}, § 4, du Code judiciaire, relatif à l'allocation pour exercice d'une fonction supérieure due aux membres du personnel ⁽³⁾ des greffes et secrétariats de

⁽²⁾ Au sens des articles 157 et sv. du Code judiciaire.

⁽³⁾ Au sens des articles 177 et sv. du Code judiciaire.

parquet. Les articles 81 et 82 de l'arrêté en projet déterminent le mode de calcul de cette dernière allocation, notamment en se référant aux prescriptions de l'article 370, § 1^{er}, du Code judiciaire, sans toutefois viser à exécuter cette dernière disposition; l'article 370 du Code judiciaire ne constitue dès lors pas la base juridique du projet, en sorte que la référence à cette disposition doit également être omise.

2. En ce que l'article 1^{er}, 2°, du projet vise à rendre applicable aux membres des greffes et des secrétariats de parquet, aux référendaires et aux juristes de parquet près les cours d'appel et les tribunaux de première instance, les dispositions du chapitre IV du titre II (articles 26 à 35 de l'arrêté en projet) relatifs à la nomination provisoire, ainsi que le chapitre VII du titre III [lire : IV] (articles 80 et 81 de l'arrêté en projet relatifs à l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure), il est renvoyé à l'avis 39.469/2, donné le 14 décembre 2005, sur le projet devenu la loi du 10 juin 2006, précitée, dans lequel la section de législation a souligné ce qui suit :

"Ainsi que l'a rappelé le Conseil d'État dans son avis 37.797/2, donné le 8 décembre 2004, sur un avant-projet devenu la loi du 10 août 2005 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les traitements des référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux de première instance, des greffiers et des secrétaires de parquet et modifiant les articles 259*duodecies* et 285*bis* du même Code :

«(...) l'article 154 de la Constitution est également applicable aux référendaires et juristes de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance, de même qu'aux greffiers et aux secrétaires de parquet ⁽⁴⁾. Le législateur ne peut donc pas se contenter d'habiliter le Roi à "fixer", sans aucune autre forme de précision, le pécule de vacances de ces diverses catégories de personnel du pouvoir judiciaire.»

(4) Diverses dispositions du Code judiciaire règlent déjà actuellement diverses composantes du traitement des secrétaires de parquet (voir les articles 372 à 377 du Code judiciaire), comme c'est également le cas pour les référendaires et les juristes de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance (voir l'article 365*ter* du Code judiciaire), de même que pour les greffiers (voir les articles 366 à 371, 376 et 377 du Code judiciaire). Comparez avec l'article 380 du Code judiciaire qui habilite le Roi à fixer les traitements des traducteurs (principaux), des rédacteurs (principaux), ainsi que des employés (principaux) des greffes et des secrétariats de parquet.

Le même raisonnement vaut a fortiori lorsqu'il s'agit de fixer le délai et le statut applicables à la nomination provisoire dont les éléments essentiels doivent être à tout le moins fixés par la loi ⁽⁵⁾."

L'attention de la déléguée de la ministre ayant été attirée sur ce point, elle a fait valoir que les éléments essentiels ont été intégrés dans le projet devenu la loi du 10 juin 2006, précitée, à la suite des observations émises par la section de législation. Elle renvoie à ce sujet à l'article 269bis du Code judiciaire tel que remplacé par l'article 20 de la loi du 10 juin 2006, précitée, qui fixerait les éléments essentiels en matière de nomination provisoire.

La justification ainsi apportée ne paraît cependant pas complète. Pour cette raison, ainsi que pour celles qui seront exposées dans l'observation particulière n° 1 relative à l'article 1^{er} du projet, il est préférable de supprimer, dans le point 2° de cette disposition, toute référence aux "membres des greffes et des secrétariats de parquet, aux référendaires et aux juristes de parquet près les cours d'appel et les tribunaux de première instance".

3. Portée du projet

Ainsi qu'il ressort de la demande d'avis, les modifications en projet s'alignent sur celles qui ont été apportées au statut des agents de l'État dans le cadre de la réforme "Copernic" ⁽⁶⁾.

Pour les agents de l'État, ces réformes sont contenues dans l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de

⁽⁵⁾ Voir également l'avis 34.815/2, donné le 6 février 2003, sur un avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets".

⁽⁶⁾ Voir aussi l'Exposé des motifs du projet devenu la loi du 10 juin 2006 portant réforme des carrières et de la rémunération du personnel des greffes et des secrétariats des parquets (Doc. parl., Chambre, DOC 51 2299/001, pp. 4 à 8, spéc. p. 7).

l'État ⁽⁷⁾. Cet arrêté contient déjà les innovations essentielles qui sont à présent rendues applicables par l'arrêté en projet aux membres du personnel des greffes et des secrétariats de parquet (mesures de compétence, formations certifiées, allocations de compétence, ...). Dans son avis 33.398/1, donné le 6 juin 2002, sur le projet devenu l'arrêté royal du 5 septembre 2002, le Conseil d'État n'a pas émis d'objection sur l'admissibilité de principe de ces réformes.

L'examen de l'arrêté en projet ne fait pas apparaître de motif qui justifierait une appréciation différente en l'espèce ⁽⁸⁾.

Observations particulières

Préambule

1. En ce qui concerne la nécessité de supprimer, dans l'alinéa 1^{er}, la mention des articles 330^{ter} et 370 du Code judiciaire, il est renvoyé à l'observation générale 2, point 1, ci-dessus.

2. Parmi les arrêtés royaux que le texte projeté modifie ou abroge, il conviendra d'ajouter les arrêtés royaux suivants :

- l'arrêté royal du 29 septembre 1987 organisant les examens permettant aux candidats aux fonctions de greffier, commis-greffier, rédacteur et employé de greffe de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire : cet arrêté royal est modifié par les articles 98 à 100 du projet d'arrêté à l'examen;

⁽⁷⁾ Moniteur belge du 26 septembre 2002.

⁽⁸⁾ Il ressort du protocole n° 296 du 26 octobre 2005 qu'une des organisations représentatives des travailleurs a marqué son désaccord sur le projet notamment en ce qui concerne l'instauration des mesures de compétence et l'incidence de celles-ci sur la rémunération du personnel concerné. Le Conseil d'État relève cependant que le désaccord ainsi exprimé n'est assorti d'aucune motivation en droit.

- l'arrêté royal du 16 décembre 1996 accordant une prime de connaissance d'une seconde langue nationale aux membres des greffes et des secrétariats de parquet ainsi qu'au personnel des greffes et parquets : cet arrêté royal est modifié par les articles 117 à 119 du projet à l'examen;
- l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics: cet arrêté royal est modifié par l'article 135 du texte à l'examen.

Les références à ces arrêtés royaux devront être insérées dans le préambule en respectant l'ordre chronologique des textes. La référence à chacun des arrêtés royaux devra se faire en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ces textes ont subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs.

3. Il est d'usage qu'il y ait identité entre les ministres qui proposent un arrêté royal et les ministres qui contresignent celui-ci ⁽⁹⁾. Tel n'est pas le cas pour le texte en projet. Il conviendra de veiller à assurer cette concordance.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Ainsi qu'il a été signalé dans l'observation générale 2, point 2, il vaut mieux omettre, dans l'article 1^{er}, 2°, du projet, toute référence aux membres des greffes et des secrétariats de parquet, aux référendaires et aux juristes de parquet près les cours d'appel et les tribunaux de première instance. En effet, outre le problème de compétence déjà signalé, la présence d'une disposition relative à ces catégories de personnes dans un arrêté dont toutes les autres dispositions sont relatives aux membres du personnel administratif (personnel des greffes et des secrétariats de parquet des niveaux B, C et D)

⁽⁹⁾ Voir en ce sens par exemple l'avis 21.289/2, donné le 31 octobre 1991, sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'État (Moniteur belge du 4 décembre 1991).

est de nature à créer la confusion. De nombreuses dispositions de l'arrêté utilisent en effet l'expression "les membres du personnel visés dans le présent arrêté", ou "les membres du personnel" ⁽¹⁰⁾. Il n'est pas clair si les personnes visées à l'article 1^{er}, 2°, sont comprises dans cette désignation. L'inclusion de ces personnes dans le champ d'application de l'arrêté en projet ne cadre pas davantage avec l'intitulé de celui-ci.

Il paraît dès lors préférable, dans un souci de sécurité juridique, de supprimer, dans l'article 1^{er}, 2°, du projet, toute référence aux membres des greffes et des secrétariats de parquet, aux référendaires et aux juristes de parquet près les cours d'appel et les tribunaux de première instance.

2. L'article 1^{er}, 2°, du projet d'arrêté fait référence aux "membres du personnel revêtus d'un grade de qualification particulière visé à l'article 180, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, en ce qui concerne le chapitre IV du titre II et le chapitre VII du titre III (lire IV)". Toutefois eu égard au fait que l'article 180 du Code judiciaire remplacé par la loi du 10 juin 2006, précitée, habilite le Roi à fixer notamment le traitement et le statut de ces membres du personnel, c'est dans l'arrêté qui sera pris en exécution de cette disposition qu'il conviendra de régler notamment la question de la nomination provisoire et la question de l'allocation pour fonctions supérieures.

En conséquence, il est proposé de supprimer également cette partie du 2° de l'article 1 du projet.

Article 20

Le choix du lauréat visé à l'alinéa 2 devrait être entouré de davantage de garanties d'objectivité. Il serait notamment souhaitable de prévoir qu'à l'issue de cette épreuve complémentaire, un classement des candidats est établi sous la surveillance du Selor et que le ministre est lié par ce classement. L'auteur du projet pourrait utilement s'inspirer de la rédaction de l'article 20, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État.

⁽¹⁰⁾ Voir par exemple les articles 52, 74, 83 et suivants, du projet d'arrêté.

Article 39

1. Dans le texte français, il y a sans doute lieu de lire, au début de l'article 39 du projet :

"La promotion par avancement barémique peut être subordonnée ...".

2. La subdélégation de certains pouvoirs par le Roi à un ministre n'est en principe pas compatible avec l'article 105 de la Constitution, en vertu duquel il appartient au Roi d'exécuter les missions que le législateur Lui confie. Il est, dès lors, généralement considéré qu'une délégation au ministre ne peut, sauf circonstances exceptionnelles, se rapporter qu'à des mesures de détail ⁽¹¹⁾. La subdélégation au Ministre de la Justice prévue à l'article 39, alinéa 2, du projet, concerne indirectement la rémunération du personnel visé; les membres du personnel dont l'emploi relève d'une famille de fonctions pour laquelle une mesure de compétence ou une formation certifiée est organisée, pourront en effet voir le niveau de leur rémunération affecté par leur réussite ou leur échec à cette mesure de compétence ou formation certifiée. Il s'ensuit que la rémunération étant un élément essentiel du statut des membres du personnel, la subdélégation prévue dans l'article 39, alinéa 2, pourrait se voir contestée comme contraire à l'article 105 de la Constitution.

Article 42

La notion de "compétences génériques comportementales", visée à l'article 42 du projet, gagnerait à être clarifiée.

⁽¹¹⁾ Voir en ce sens par exemple l'avis 23.462, donné le 22 juin 1994, sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 juillet 1994 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier (Moniteur belge du 21 juillet 1994); ainsi que l'avis 35.157, donné le 27 mars 2003, sur un projet d'arrêté royal "portant création et délimitation d'aires marines protégées dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique".

Article 51

En l'absence d'indication contraire, la référence à une règle juridique implique la référence aux modifications qu'elle a subies et qu'elle subira ⁽¹²⁾. Dans l'article 51, les mots "et les arrêtés royaux qui le modifient sont applicables, à partir de la date de leur entrée en vigueur", sont dès lors inutiles et devraient être remplacés par les mots "est applicable".

Article 97

De l'accord de la déléguée de la ministre, la référence aux articles 48, 49 ou 50 de la loi du 10 juin 2006, précitée, doit se lire comme visant les articles 66, 67 ou 68 de cette même loi.

Ces dernières dispositions utilisent, dans la version française, le terme de "certificat" et non celui de "brevet". La terminologie utilisée dans l'arrêté en projet devra être alignée sur celle utilisée dans la loi.

Article 143

Les ministres doivent être désignés avec le titre complet de leurs attributions.

⁽¹²⁾ Voir en ce sens par exemple l'avis 21.466/2, donné le 26 février 1992, sur un projet devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 octobre 1992 instaurant à titre temporaire l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle (Moniteur belge du 26 novembre 1992); ainsi que l'avis 25.872/2, donné le 18 décembre 1996, sur un projet devenu le décret du 17 mars 1997 fixant le statut des commissaires auprès des hautes écoles (Moniteur belge du 23 mai 1997).

La rédaction de l'exécutoire doit en outre correspondre à l'identification des ministres proposant⁽¹³⁾.

Observation finale relative à la version française
de l'arrêté en projet

La version française de l'arrêté en projet devra être soigneusement revue sur le plan linguistique.

⁽¹³⁾ Voir en ce sens l'avis 33.302/2/V, donné le 17 juillet 2002, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2002 fixant les modalités d'exécution de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds social européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale approuvé par décret du Conseil de la Communauté française du 5 mai 1999 (Moniteur belge du 4 octobre 2002), plus spécialement l'observation relative à l'article 18.

La chambre était composée de

Messieurs	M. HANOTIAU,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	F. DAOÛT,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.875/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 7 juli 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het personeel van griffies en parketsecretariaten", heeft op 3 augustus het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Ontvankelijkheid van de adviesaanvraag

Op 24 november 2005 waren twee adviesaanvragen voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State : één over een ontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten" en één over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het personeel van griffies en parketsecretariaten" dat tot doel heeft uitvoering te geven aan de ontworpen wet.

Op 14 december 2005 heeft de afdeling wetgeving advies 39.469/2 over het wetsontwerp verstrekt. Op dezelfde dag heeft ze advies 39.470/2 gegeven, waarin ze heeft besloten dat de adviesaanvraag over het ontwerp van koninklijk besluit te vroeg was ingediend en dus niet-ontvankelijk was, aangezien de wet die er rechtsgrond aan moest verlenen, nog niet afgekondigd was.

Het genoemde wetsontwerp is inmiddels de wet van 10 juni 2006 tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten geworden. Die wet is afgekondigd, maar nog niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan een aantal bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, zoals die zijn gewijzigd of ingevoegd bij de voormelde wet van 10 juni 2006. In de circulaire inzake wetgevingstechniek van november 2001 ⁽¹⁾ staat :

"Is de rechtsgrond van een ontwerpbesluit nog niet bekendgemaakt maar wel al afgekondigd, dan onderzoekt de afdeling wetgeving het ontwerp, op voorwaarde dat bij de aanvraag een kopie van de afgekondigde regeling is gevoegd."

Daar die laatste voorwaarde vervuld is, is de adviesaanvraag ontvankelijk.

2. Bevoegdheid van de steller van de handeling

1. In het eerste lid van de aanhef worden als rechtsgrond van het ontworpen besluit de volgende bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek vermeld :

- artikel 179 : bij die bepaling, zoals die is vervangen bij de voormelde wet van 10 juni 2006, wordt de Koning ermee belast het statuut van de personeelsleden van niveau B, C en D van de griffies en de parketsecretariaten te bepalen;
- artikel 180 : bij die bepaling, zoals die is vervangen bij de voormelde wet van 10 juni 2006, wordt de Koning gemachtigd om bijzondere graden op te richten;
- de artikelen 279, 280 en 281 : bij die bepalingen, vervangen bij de voormelde wet van 10 juni 2006, wordt de Koning ermee belast de nadere regels te bepalen voor de selectie en werving van de in die bepalingen bedoelde personeelsleden, alsook de termijn en het statuut die van toepassing zijn op de voorlopige benoeming;
- artikel 330ter : bij die bepaling, ingevoegd bij de voormelde wet van 10 juni 2006, wordt de Minister van Justitie bevoegd gemaakt voor het geven van opdrachten aan de personeelsleden van griffies en parketsecretariaten;

⁽¹⁾ Wetgevingstechniek - Aanbevelingen en formules (<http://www.raadvst-consetat.be>), blz. 14, punt 2.1.4. in fine.

- artikel 330^{quater} : bij die bepaling, ingevoegd bij de voormelde wet van 10 juni 2006, wordt de Koning ermee belast de mutatie en de mobiliteit van de personeelsleden van griffies en parketsecretariaten te regelen;
- artikel 370 : bij die bepaling, vervangen bij de voormelde wet van 10 juni 2006, wordt voorzien in een toelage voor de leden van een griffie of parketsecretariaat die een hoger ambt uitoefenen;
- artikel 380 : die bepaling, zoals die is gewijzigd bij de voormelde wet van 10 juni 2006, is de bepaling waarbij de Koning gemachtigd wordt om de wedden te bepalen, in het bijzonder van de personeelsleden bedoeld in artikel 179 van het Gerechtelijk Wetboek (personeel van griffies en parketsecretariaten van niveau B, C en D).

Onder voorbehoud van de opmerking die verderop over artikel 1, 2°, van het ontwerp wordt gemaakt en van de summierheid van de analyse die men vanwege de korte beschikbare termijn heeft kunnen maken, lijken alle bepalingen van het ontworpen koninklijk besluit werkelijk rechtsgrond te hebben in een van de voormelde bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Daarentegen moeten de verwijzingen naar de artikelen 330^{ter} en 370 van het Gerechtelijk Wetboek vervallen, omdat ze geen rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit :

- artikel 330^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek verleent geen enkele bevoegdheid aan de Koning waaraan het ontworpen besluit uitvoering zou beogen te verlenen;
- artikel 370 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij de wet van 10 juni 2006, heeft betrekking op de toekenning van een toelage voor de uitoefening van een hoger ambt aan de leden ⁽²⁾ van een griffie of parketsecretariaat die een hoger ambt bekleden; de artikelen 81 en 82 van het ontworpen besluit hebben niet tot doel uitvoering te geven aan dat artikel 370 van het Gerechtelijk Wetboek, maar wel aan artikel 330^{ter}, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de toelage voor de

⁽²⁾ In de zin van de artikelen 157 e.v. van het Gerechtelijk Wetboek.

uitoefening van een hogere functie die verschuldigd is aan de personeelsleden ⁽³⁾ van griffies en parketsecretariaten. De artikelen 81 en 82 van het ontworpen besluit bepalen hoe die toelage wordt berekend, in het bijzonder onder verwijzing naar artikel 370, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, maar hebben niet tot doel uitvoering te geven aan laatstgenoemde bepaling; artikel 370 van het Gerechtelijk Wetboek verleent dus geen rechtsgrond aan het ontwerp, zodat de verwijzing naar die bepaling ook moet vervallen.

2. In zoverre artikel 1, 2°, van het ontwerp ertoe strekt de bepalingen van hoofdstuk IV van titel II (artikelen 26 tot 35 van het ontworpen besluit) betreffende de voorlopige benoeming, alsmede hoofdstuk VII van titel III [lees : IV] (artikelen 80 en 81 van het ontworpen besluit betreffende de toelage voor de uitoefening van een hoger ambt), toepasselijk te verklaren op de leden van griffies en parketsecretariaten, op referendarissen en parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg, wordt verwezen naar advies 39.469/2, gegeven op 14 december 2005, over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de voormelde wet van 10 juni 2006, waarin de afdeling wetgeving gewezen heeft op het volgende :

"Zoals de Raad van State in herinnering heeft gebracht in zijn advies 37.797/2, gegeven op 8 december 2004 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 10 augustus 2005 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de wedden van de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg, van de griffiers en de secretarissen van het parket en tot wijziging van de artikelen 259*duodecies* en 285*bis* van hetzelfde Wetboek :

«(is) artikel 154 van de Grondwet eveneens van toepassing (...) op referendarissen en parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg, net zoals op de griffiers en op de secretarissen van het parket ⁽⁴⁾. De

⁽³⁾ In de zin van de artikelen 177 e.v. van het Gerechtelijk Wetboek.

⁽⁴⁾ Verschillende componenten van de wedde van de secretarissen van het parket worden thans reeds geregeld door een aantal bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek (zie de artikelen 372 tot 377 van het Gerechtelijk Wetboek), zoals ook het geval is voor de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg (zie artikel 365*ter* van het Gerechtelijk Wetboek), en voor de griffiers (zie de artikelen 366 tot 371, 376 en 377 van het Gerechtelijk Wetboek). Vergelijk met artikel 380 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de Koning machtigt de wedden te bepalen van de (eerstaanwezende) vertalers, de (eerstaanwezende) opstellers, alsook van de (eerstaanwezende) beambten van de griffies en de parketsecretariaten.

wetgever kan er zich dus niet mee vergenoegen de Koning te machtigen om, zonder enige andere precisering, het vakantiegeld te "bepalen" van die verschillende personeelscategorieën van de rechterlijke macht.»

Dezelfde redenering geldt a fortiori wanneer het erop aankomt de termijn en de rechtspositie vast te stellen die van toepassing zijn op de voorlopige benoeming, waarvan op zijn minst de hoofdbestanddelen bij wet moeten worden vastgesteld ⁽⁵⁾."

Aangezien de gemachtigde van de minister daarop is gewezen, heeft zij betoogd dat de kernpunten zijn opgenomen in het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de voormelde wet van 10 juni 2006, als gevolg van de door de afdeling wetgeving gemaakte opmerkingen. Zij verwijst in dit verband naar artikel 269*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het is vervangen bij artikel 20 van de voormelde wet van 10 juni 2006, dat de kernpunten zou vaststellen inzake voorlopige benoeming.

Het laat zich evenwel aanzien dat de aldus verschaftte verantwoording niet volledig is. Om die reden, alsmede om de redenen die uiteengezet zullen worden in bijzondere opmerking nr. 1 betreffende artikel 1 van het ontwerp, is het verkieselijk in onderdeel 2° van deze bepaling elke verwijzing te schrappen naar de "leden van de griffies en de parketsecretariaten, de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg".

3. Strekking van het ontwerp

Zoals blijkt uit de adviesaanvraag, liggen de ontworpen wijzigingen in dezelfde lijn als die welke aangebracht zijn in het statuut van het rijkspersoneel in het kader van de "Copernicushervorming" ⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ Zie ook advies 34.815/2, gegeven op 6 februari 2003 over een voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de griffies en de secretariaten van de parketten".

⁽⁶⁾ Zie ook de memorie van toelichting bij het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 10 juni 2006 tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten (Gedr. St. , Kamer, DOC 51 2299/001, blz. 4 tot 8, inz. blz. 7).

Voor het rijkspersoneel zijn die hervormingen vervat in het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen ⁽⁷⁾. In dit besluit zijn reeds de belangrijkste nieuwigheden opgenomen die thans bij het ontworpen besluit van toepassing worden verklaard op de personeelsleden van griffies en parketsecretariaten (competentiemetingen, gecertificeerde opleidingen, competentietoelagen, ...). De Raad van State heeft in zijn advies 33.398/1, gegeven op 6 juni 2002, over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 5 september 2002, geen bezwaar gemaakt tegen de aanvaardbaarheid van het beginsel van deze hervormingen.

Uit het onderzoek van het ontworpen besluit blijkt niet dat er enige reden zou zijn om daar in het onderhavige geval anders over te oordelen ⁽⁸⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In verband met de noodzaak om in het eerste lid de vermelding van de artikelen 330ter en 370 van het Gerechtelijk Wetboek te schrappen, wordt verwezen naar algemene opmerking 2, punt 1, hierboven.

2. Aan de koninklijke besluiten die de ontworpen tekst wijzigt of opheft, dienen de volgende koninklijke besluiten te worden toegevoegd :

- het koninklijk besluit van 29 september 1987 tot regeling van de examens waarbij de kandidaten voor het ambt van griffier, klerk-griffier, opsteller en beambte bij een griffie in de gelegenheid worden gesteld te bewijzen dat zij in staat zijn de bepalingen na te komen van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken; dat koninklijk besluit wordt gewijzigd bij de artikelen 98 tot 100 van het onderhavige ontwerpbesluit;

⁽⁷⁾ Belgisch Staatsblad van 26 september 2002.

⁽⁸⁾ Uit protocol nr. 296 van 26 oktober 2005 blijkt dat een van de representatieve werknemersorganisaties heeft verklaard niet akkoord te gaan met het ontwerp, inzonderheid wat het invoeren betreft van competentiemetingen en de weerslag ervan op de bezoldiging van het betrokken personeel. De Raad van State wijst er evenwel op dat dit niet akkoord gaan in rechte niet gemotiveerd wordt.

- het koninklijk besluit van 16 december 1996 houdende toekenning van een premie voor de kennis van een tweede landstaal aan de leden van griffies en van parketsecretariaten, alsook aan het personeel van griffies en parketten.
- het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten : dit koninklijk besluit wordt gewijzigd bij artikel 135 van de voorliggende tekst.

De verwijzingen naar deze koninklijke besluiten zullen moeten worden ingevoegd in de aanhef, met inachtneming van de tijdsorde van de teksten. Verwijzing naar elk van de koninklijke besluiten zal moeten geschieden met vermelding van alle uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen die deze teksten hebben ondergaan, en uitsluitend door de aard en de datum van de wijzigingsteksten te vermelden.

3. Het is gebruikelijk dat de ministers die een koninklijk besluit voordragen en degenen die het medeondertekenen dezelfde zijn ⁽⁹⁾. Zulks is niet het geval met de ontworpen tekst. Voor overeenstemming op dit punt behoort te worden gezorgd.

Dispositief

Artikel 1

1. Zoals reeds is aangegeven in algemene opmerking 2, punt 2, verdient het aanbeveling om in artikel 1, 2°, van het ontwerp iedere verwijzing naar de leden van griffies en parketsecretariaten, naar de referendarissen en naar de parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg weg te laten. Bovendien het reeds gemelde probleem inzake de bevoegdheid kan de aanwezigheid van een bepaling

⁽⁹⁾ Zie in die zin advies 21.289/2, gegeven op 31 oktober 1991 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 18 november 1991 besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat"(Belgisch Staatsblad van 4 december 1991).

betreffende die categorieën van personen in een besluit waarvan alle overige bepalingen de leden van het administratief personeel betreffen (personeel van de griffies en van de parketsecretariaten van de niveaus B, C en D), immers aanleiding geven tot verwarring. Tal van bepalingen van het besluit gebruiken immers de uitdrukkingen "de personeelsleden bedoeld in dit besluit" of "de personeelsleden" ⁽¹⁰⁾. Het is niet duidelijk of de personen bedoeld in artikel 1, 2°, onder die benaming vallen. Het betrekken van die personen in de werkingssfeer van het ontwerpbesluit past bovendien niet bij het opschrift van dit besluit.

Met het oog op de rechtszekerheid lijkt het dan ook verkieslijk om in artikel 1, 2°, van het ontwerp iedere verwijzing naar de leden van griffies en parketsecretariaten, naar de referendarissen en naar de parketjuristen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg weg te laten.

2. In artikel 1, 2°, van het ontwerpbesluit wordt verwezen naar "de personeelsleden bekleed met een bijzondere graad bedoeld in artikel 180, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek voor wat betreft het hoofdstuk IV van titel II en het hoofdstuk VII van titel III (lees : IV)". Gelet op het feit dat artikel 180 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de voornoemde wet van 10 juni 2006, de Koning machtigt om onder meer de wedde en het statuut van die personeelsleden vast te stellen, moeten in het besluit dat zal worden vastgesteld ter uitvoering van die bepaling onder meer de kwestie van de voorlopige benoeming en de kwestie van de toelage voor de uitoefening van een hoger ambt worden geregeld.

Bijgevolg wordt voorgesteld eveneens dat gedeelte van punt 2° van artikel 1 van het ontwerp te schrappen.

⁽¹⁰⁾ Zie bijvoorbeeld de artikelen 52, 74, 83 en volgende van het ontwerpbesluit.

Artikel 20

Aan de keuze van de geslaagde kandidaat bedoeld in het tweede lid moeten nadere garanties van objectiviteit worden verbonden. Het zou onder meer wenselijk zijn voor te schrijven dat na afloop van die bijkomende test een rangschikking van de gegadigden wordt opgemaakt onder het toezicht van Selor en dat de minister door die rangschikking gebonden is. De steller van het ontwerp kan zich op dienstige wijze laten inspireren door de redactie van artikel 20, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Artikel 39

1. In de Franse lezing van het begin van artikel 39 van het ontwerp moet wellicht worden gelezen :

"La promotion par avancement barémique peut être subordonnée ...".

2. Subdelegatie van sommige bevoegdheden door de Koning aan een minister is in beginsel niet bestaanbaar met artikel 105 van de Grondwet, krachtens hetwelk het aan de Koning staat om de taken uit te voeren die de wetgever Hem opdraagt. Derhalve wordt algemeen aangenomen dat een delegatie aan de minister behoudens uitzonderlijke omstandigheden alleen betrekking kan hebben op detailkwesties ⁽¹¹⁾. De subdelegatie aan de Minister van Justitie voorgeschreven bij artikel 39, tweede lid, van het ontwerp betreft onrechtstreeks de bezoldiging van het desbetreffende personeel; de hoegrootheid van de bezoldiging van personeelsleden van wie het ambt behoort tot een

⁽¹¹⁾ Zie in die zin bijvoorbeeld advies 23.462, op 22 juni 1994 verstrekt over een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 4 juli 1994 betreffende de bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier (Belgisch Staatsblad van 21 juli 1994), alsook advies 35.157, op 27 maart 2003 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling en afbakening van beschermde mariene gebieden in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België".

functiefamilie waarvoor een competentiemeting of een gecertificeerde opleiding is georganiseerd, kan immers variëren naargelang ze al dan niet geslaagd zijn voor die competentiemeting of die gecertificeerde opleiding. Daaruit volgt dat aangezien de bezoldiging een wezenlijk bestanddeel is van het statuut van de personeelsleden, de subdelegatie voorgeschreven bij artikel 39, tweede lid, strijdig met artikel 105 van de Grondwet kan worden bevonden.

Artikel 42

Het verdient aanbeveling het begrip "generieke gedragsgerichte competenties", waarvan sprake is in artikel 42 van het ontwerp, te verduidelijken.

Artikel 51

Bij gebreke van enige andersluidende bepaling houdt de verwijzing naar een rechtsregel in dat wordt verwezen naar de wijzigingen die hij heeft ondergaan en zal ondergaan ⁽¹²⁾. In artikel 51 zijn de woorden ", alsook de koninklijke besluiten die het in de toekomst zullen wijzigen, zijn op de datum van inwerkingtreding ervan, toepasselijk" bijgevolg overbodig en dienen ze te worden vervangen door de woorden "is toepasselijk".

Artikel 97

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de verwijzing naar de artikelen 48, 49 of 50 van de voornoemde wet van 10 juni 2006 aldus moet worden gelezen dat wordt verwezen naar de artikelen 66, 67 of 68 van diezelfde wet.

⁽¹²⁾ Zie in die zin bijvoorbeeld advies 21.466/2, op 26 februari 1992 verstrekt over een ontwerp dat is geworden het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 oktober 1992 tot tijdelijke invoering van de halftijdse loopbaanonderbreking (Belgisch Staatsblad van 26 november 1992), alsook advies 25.872/2, op 18 december 1996 verstrekt over een ontwerp dat is geworden het decreet van 17 maart 1997 tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de hogescholen (Belgisch Staatsblad van 23 mei 1997).

In de Franse lezing van de laatstgenoemde bepalingen wordt de term "certificat" gebezigd in plaats van "brevet". De in het ontwerpbesluit gebruikte terminologie moet worden afgestemd op die van de wet.

Artikel 143

De ministers moeten worden vermeld met volledige opgaaf van hun bevoegdheden.

De redactie van de uitvoeringsbepaling moet bovendien overeenstemmen met de benaming van de voordragende ministers ⁽¹³⁾.

Slotopmerking betreffende de Franse lezing van het ontwerpbesluit

De Franse lezing van het ontwerpbesluit moet uit taalkundig oogpunt grondig worden nagekeken.

⁽¹³⁾ Zie in die zin advies 33.302/2/V, op 17 juli 2002 verstrekt over een ontwerp dat is geworden het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 september 2002 tot vaststelling van de uitvoeringswijzen van het samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds, gesloten te Brussel op 2 september 1998 tussen de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd bij decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 (Belgisch Staatsblad van 4 oktober 2002), inzonderheid de opmerking met betrekking tot artikel 18.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. HANOTIAU,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	F. DAOÛT,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, eerste voorzitter van de Raad van State.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU